



MARCHES PUBLICS
HOPICES CIVILS DE LYON
Etablissement support du GHT Rhône Centre
Direction des Achats
45 rue Villon
CS 48283
69373 LYON CEDEX 08

DOSSIER DE CANDIDATURE

**E26_1604_ FOURNITURE DE SOLUTIONS DE MONITORAGE, DE
CONSOMMABLES, D'ACCESSOIRES, DE PIECES DETACHEES ET DE
PRESTATIONS DE SERVICES ASSOCIES POUR LES SERVICES DE
NEONATOLOGIE DES HOSPICES CIVILS DE LYON**

CONTENU

Préambule :	3
ARTICLE 1. PRESENTATION DE LA CONSULTATION	4
1.1 Présentation du marché	4
1.2 Durée du marché	6
1.3 Forme du marché et procédure de passation	6
1.4 Date limite de remise des candidatures	6
1.5 Calendrier (à titre indicatif)	6
1.6 Conditions de participation des candidats	7
ARTICLE 2. PRESTATIONS DEMANDEES	7
ARTICLE 3. VARIANTE	8
ARTICLE 4. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	8
4.1 Etape 1 – Evaluation et sélection des candidatures	8
4.1.1 Contenu des candidatures	8
4.1.2 Jugement des candidatures	10
4.2 Etape 2 – Evaluation et selection des offres	10
4.3 Critères de notation des offres et d’attribution du marché	11
4.4 Etape 3 – Evaluation et sélection des offres	11
ARTICLE 5. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	11
5.1 Profil acheteur	11
5.2 Conditions d’envoi des plis	12
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13

PREAMBULE :

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes N° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre.

Par avenant à la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Val Rhône Centre » en date du 26 novembre 2025, il a été acté l'intégration du Centre Hospitalier Le Vinatier, sis 95 boulevard Pinel à BRON 69678 CEDEX, audit GHT, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Vu l'arrêté N°2025-17-1151 de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes approuvant l'avenant à la convention constitutive susvisé ;

Vu l'arrêté N°2025-17-1152 de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes portant modification de la composition du GHT « Val Rhône Centre » ;

Le GHT « Val Rhône Centre » est composé des établissements suivants :

- Les Hospices Civils de Lyon, dont le siège est situé 3 quai des Célestins, 69002 LYON, désignés **établissement support** ;
- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre Hospitalier du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albiigny sur Saône ;
- L'hôpital Intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône dont le siège est situé 53 Chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre Hospitalier de Sainte Foy lès Lyon dont le siège est situé 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne ;
- Le Centre Hospitalier Le Vinatier, dont le siège est situé 95 boulevard Pinel, BRON 69678 Cedex.

Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Les responsabilités respectives de l'établissement support et des établissements parties se répartissent comme suit :

	Etablissement support	Etablissements parties	Observations
Passation, Signature notification du marché et de ses avenants, Résiliation du marché	X		
Envoi des bons de commande et Ordres de service	X	X	Chaque partie pour ses propres besoins
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X		
Procéder à la reconduction des marchés	X		
Agrément des sous-traitants	X		
Délivrance du certificat de cession de créances		X	

Appliquer les pénalités	X (pénalités Reporting exécution)	X (pénalités d'exécution)	Les pénalités d'exécution sont appliquées le cas échéant par l'établissement concerné
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché	X		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande ou ordres de service	X	X	Chaque partie gère les différends propres à son établissement

Au sens du présent document :

- « L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;
- Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- Les établissements comprennent l'établissement support et les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché.

ARTICLE 1. PRESENTATION DE LA CONSULTATION

1.1 PRESENTATION DU MARCHE

Les stipulations de la présente consultation concernent les établissements hospitaliers suivants :

Lieu(x) d'exécution : Métropole Lyonnaise

- Le Hospices Civils de Lyon (cf annexe 4 « E26_1604_IAC_Annexe 4_Adresses et conditions logistiques GHT » pour le détail des adresses) ;

La présente consultation a pour objet la passation d'un accord cadre à bons de commande pour la fourniture de moniteurs de surveillance pour divers secteurs de néonatalogie, mais aussi de moniteurs de transport et centralisations des données. Elle est destinée à l'ensemble des services de néonatalogie des établissements des Hospices Civils de Lyon.

Elle inclue aussi la fourniture d'accessoires, de consommables captifs et de prestations de maintenance.

Service de Réanimation et médecine néonatales & Pédiatrie de maternité - Hôpital de la Croix Rousse (GHN)

Description de l'organisation actuelle

4^{ème} étage : 3 espaces ouverts

- × 16 lits de réanimation néonatale, non centralisés.
- × 1 salle technique (adjacent à la réanimation)

- × 18 lits de soins intensifs néonataux, non centralisés.
- × 11 lits de néonatalogie centralisés sur un poste central

1^{er} étage :

- × 6 lits Kangourou, centralisés sur un poste central

3^{ème} étage : Salle d'accouchement

- × 2x3 postes de réanimation nouveau-nés au bloc obstétrical, non centralisés

EVOLUTION A PREVOIR, A PRENDRE EN COMPTE AUTANT QUE POSSIBLE DANS LA CONFIGURATION QUI SERA INSTALLEE EN 2026-2027

A horizon 2030-2031 : réinstallation dans un service rénové (projet NEMAU) :

Création d'une extension du bâtiment G actuel avec relocalisation des activités, et passage en chambres fermées et majoritairement individuelles.

- × 4^{ème} étage : Réanimation (16 lits) et Soins intensifs (18 lits):
 - 2 alvéoles de 8 lits en réanimation, composées chacune d'une chambre double et de 6 chambres individuelles (total 16 lits) et une salle technique
 - 2 alvéoles de 9 lits en soins intensifs, composées chacune d'une chambre double et de 7 chambres individuelles (total 18 lits)
 - Nécessité d'un ou de deux postes centraux par alvéole, selon la configuration exacte des locaux et l'organisation soignante, à voir le moment venu.
- × 1^{er} étage : Néonatalogie (12 lits) dans les locaux de l'actuelle maternité B et regroupement avec les 6 lits Kangourou en une seule unité (mais 2 UF administratives).
- × 3^{ème} étage : Réanimation bébé au bloc obstétrical constitué de 2 espaces distants de 3 lits chacun. (Total 6 berceaux à monitorer)

Attention : phase transitoire d'un an environ

Une fois l'extension construite, la réanimation et les soins intensifs vont devoir fonctionner ensemble dans les mêmes locaux (2 alvéoles de 9 lits), les chambres seront partiellement doublées.

A priori, ce sont les Soins Intensifs qui seront à terme localisés dans la partie neuve et devront accueillir la réanimation durant la phase de rénovation de la partie existante. Cohabitation probable d'un enfant relevant de la réanimation et d'un enfant relevant des soins intensifs dans la même chambre, pour limiter l'encombrement.

Puis la réanimation intégrera ses locaux définitifs.

Dans l'attente du démarrage des travaux

Amélioration de la surveillance dans l'unité Kangourou actuelle, déploiement de solutions pour permettre à la soignante (seule la nuit) de mieux surveiller des alarmes lorsqu'elle doit se rendre dans une des chambres. Les équipements déployés devront être récupérables dans NEMAU.

Vigilance sur l'absence de place pour installer les postes centraux dans les locaux actuels de réa, soins intensifs et néonatalogie.

Service de réanimation et médecine néonatale et pédiatrie de maternité – HFME (GHE)

Description de l'organisation actuelle

Le service de néonatalogie situé au 2^{ème} étage de l'hôpital femme mère enfant est composé de 3 unités :

- × La réanimation comportant 14 lits (2 alvéoles de 7 lits)
- × Les soins intensifs comportant 18 lits (3 alvéoles de 6 lits)
- × Le service de néonatalogie comportant 12 lits (2 alvéoles de 6 lits)

Le service comporte également une pièce séparée dans laquelle un enfant de réanimation doit pouvoir être pris en charge (salle dite « papillon ») ainsi que 2 chambres individuelle de néonatalogie.

A un autre étage de l'hôpital (4^{ème} étage) l'unité mère enfant dite unité Kangourou comporte 6 chambres individuelles. Chaque chambre individuelle est équipée de 1 ou 2 petits moniteurs (type moniteur de transport) avec report des données sur une centrale située dans la pouponnière. La pouponnière accueille 4 berceaux sur lesquels les moniteurs doivent pouvoir être installés.

1.2 DUREE DU MARCHE

Le marché sera conclu pour une durée maximale de 8 ans à compter de sa date de notification et sous réserve des dispositions suivantes :

- **Les bons de commande relatifs au déclenchement de l'acquisition d'équipements ne pourront être émis que pendant une durée maximale de quatre 4 ans à partir de la date de notification.**
- Les bons de commande relatifs au déclenchement de la maintenance, pourront être émis à partir de la date de signature de la MOM (mise en ordre de marché) du premier équipement installé et ce jusqu'à la fin du marché.
- Concernant les consommables, accessoires et pièces détachées, les bon de commandes pourront être émis pendant toute la durée du marché.

1.3 FORME DU MARCHE ET PROCEDURE DE PASSATION

La présente procédure avec négociation est soumise aux dispositions des articles L2124-3, R2124-3 et des articles R2161-12 à R2161-20 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire passé en application du code de la commande publique. Il donne lieu à l'émission de bons de commande. Les bons de commande seront émis par les Hospices Civils de Lyon au fur et à mesure des besoins.

1.4 DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES

Les candidats sont invités à remettre leur candidature au plus tard le :
Mercredi 25/03/2026 à 12h30

1.5 CALENDRIER (A TITRE INDICATIF)

Suite à l'examen des candidatures, les candidats sélectionnés seront invités :

Lancement de la consultation	Semaine 8
Invitation à soumissionner	Semaine 12 à 13
Date Limite remise offre initiale	Semaine 15 à 16
Analyse de l'offre initiale	Semaine 16 à 27

Essais	Semaine 16 à 27
Négociations	Semaine 16 à 27
Phase offre finale	Semaine 28 à 29
Analyse de l'offre finale	Semaine 30 à 34
Choix du prestataire	Semaine 35
Notification du titulaire	Semaine 36 à 37
Début de marché	Semaine 38

- Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'actualiser le calendrier de la procédure au stade de la négociation ;
- Les périodes de négociation seront confirmées dans l'invitation à négocier

1.6 CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La présente consultation interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1/ en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements
- 2/ en qualité de membre de plusieurs groupements.

ARTICLE 2. PRESTATIONS DEMANDEES

Les prestations sont réparties en deux lots :

Lots	Désignation
Lot 1	Fourniture de solutions de monitoring, de consommables, d'accessoires, de pièces détachées et de prestations de services associés pour les services de néonatalogie de l'HFME - GHE
Lot 2	Fourniture de solutions de monitoring, de consommables, d'accessoires, de pièces détachées et de prestations de services associés pour les services de néonatalogie de l'hôpital de la croix rousse - GHN

ARTICLE 3. VARIANTE

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 4. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES :

Les prestations supplémentaires sont demandées par les Hospices Civils de Lyon. L'acceptation de ces prestations est à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

- Chaque candidat doit obligatoirement remettre une proposition pour la prestation supplémentaire suivante :

- **PSEO : Gestion des alarmes**

La réponse aux prestations supplémentaires ou alternatives est une réponse obligatoire en complétant l'annexe financière à l'acte d'engagement. A défaut de réponse, le candidat est éliminé.

- Chaque candidat peut remettre une proposition pour chacune des prestations supplémentaires suivantes :

- **PSEF : Compléments de gamme, options et modules de monitoring**
- **PSEF : service d'accompagnement à l'optimisation des alarmes**

ARTICLE 5. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

La procédure se déroulera selon les étapes suivantes :

5.1 ETAPE 1 – EVALUATION ET SELECTION DES CANDIDATURES

Chaque candidat ou membre du groupement aura à produire un dossier complet entièrement rédigé en langue française, et comprenant impérativement les pièces visées ci-dessous.

5.1.1 CONTENU DES CANDIDATURES

Les documents relatifs à la candidature devront être nommés de la manière suivante :

- E26_1604_DC_aaaaaa_Nomfournisseur

En lieu et place des documents demandés, au titre de l'article R2143-3 du Code de la commande publique, le candidat pourra présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), ou en utilisant les formulaires DC1 et DC2, et compléter avec les documents requis le cas échéant (en cas de groupement, chaque cotraitant doit fournir les documents demandés)

Il est demandé aux candidats de soigner la présentation de leur réponse et d'organiser les documents qui la composent de la manière suivante :

Lettre de candidature dument complété selon que le candidat est un candidat individuel ou en groupement Formulaire DUME ou formulaires (DC1) et (DC2) (En cas de groupement à minima les DC2 des co-traitants)	E26_1604_DC_DC1 E25_1604_DC_DC2 A compléter et à transmettre
Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des	A transmettre

cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail	
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat	A transmettre
La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	A transmettre
Un tableau exposant le chiffre d'affaires réalisé dans le domaine d'activité faisant l'objet du marché réalisé ces 3 dernières années (Indication pouvant être portée au formulaire DC2 ou au DUME selon le cas).	A transmettre via le DUME ou le DC2
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels en capacité d'intervenir sur des thématiques comparables et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.	A transmettre
Références : Le candidat présente 3 références récentes de prestations similaires en réanimation, y compris, le cas échéant, en réanimation néonatale. Il précisera, pour chaque référence, s'il s'agit d'un service de réanimation adulte, pédiatrique ou néonatale. Le candidat indique le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. ⇒ Le candidat complètera la liste de références dans le fichier « E26_1604_DC_Ref_Nomfournisseur ». ⇒ Le candidat fournit également une <u>plaquette de présentation détaillant l'organisation mise en œuvre pour le déploiement des projets similaires, listées dans le fichier « E26 1604 DC Ref Nomfournisseur », ainsi que les moyens, matériel et technique permettant d'apprécier sa capacité à exécuter le marché dans des conditions satisfaisantes de qualité et de délais.</u>	<i>E26_1604_DC_Ref_Nomfournisseur</i> A compléter et à transmettre en EXCEL Plaquette de présentation à transmettre
Déclaration d'assurance en cours de validité	A transmettre
Le document « Accord de souscription à une plateforme de diffusion des attestations légales en cas d'attribution » dûment complété. Pour le renouvellement et la simplification de la transmission des documents administratifs tout en préservant leur sécurisation, les Hospices Civils de Lyon ont sélectionné un tiers de confiance : attestationlegale.fr – Les interlocuteurs sont M. BIADA Tél : 04 81 76 39 70 ou M. AUGOYARD Tél : 04 69 73 20 81	<i>E26_1604_EXE_Att Legales</i> A compléter et à transmettre

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Conformément à la réglementation, les candidats n'ont plus l'obligation de fournir des documents justificatifs dès lors que l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, ou qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation.

5.1.2 JUGEMENT DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures est effectuée selon l'article R2144-3 du code de la commande publique ;

En cas d'absence ou d'omission de certaines pièces présentées à l'appui des candidatures, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai approprié.

Le pouvoir adjudicateur élimine les candidatures qui, en application de l'article R2144-7 du code de la commande publique, ne peuvent être admises.

Le nombre de candidats admis à négocier est limité à 3 en application de l'article R2142-17 du code de la commande publique.

Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la procédure avec ces candidats.

Les candidats qui n'auront pas été sélectionnés en seront avertis conformément au code de la commande publique.

Le jugement des candidatures sera effectué à partir des critères suivants :

Critères	Pondération
Capacités professionnelles - 3 références récentes de prestations similaires en réanimation dont, le cas échéant, en réanimation néonatale. - Le candidat doit décrire l'organisation mise en œuvre pour le déploiement de projet similaires, ainsi que les moyens matériels et techniques permettant d'apprécier sa capacité à exécuter le marché dans les conditions satisfaisantes de qualité et de délais	40%
Capacités Techniques Le dossier de candidature doit détailler : - L'organisation de la société et ses effectifs sur le présent domaine d'activité	40%
Capacités financières Le chiffre d'affaires réalisé dans le domaine d'activité faisant l'objet du marché réalisés dans les 3 dernières années	20%

5.2 ETAPE 2 – EVALUATION ET SELECTION DES OFFRES

Au terme de l'évaluation des candidatures, les candidats sélectionnés pour la poursuite de la procédure recevront une invitation à soumissionner, laquelle précisera notamment :

- L'adresse du profil acheteur sur lequel le dossier de consultation est mis à disposition des candidats admis
- Le cas échéant, les exigences minimales que doivent respecter les offres. Si de telles exigences sont précisées, celles-ci ne peuvent faire l'objet d'aucune négociation.

- Le cas échéant, les phases successives de négociation de manière à réduire le nombre d'offres à négocier, en application de l'article R2161-18 du code de la commande publique.
- L'expression fonctionnelle et technique détaillée.
- Les conditions de déroulement de la procédure, ainsi que les modalités de présentation des offres finales.

5.3 CRITERES DE NOTATION DES OFFRES ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE

Les critères intervenants pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
- Coût global de possession (coûts d'acquisition, maintenance, consommables sur une base de consommation annuelle estimée)	40 %
- Qualité technique et performances cliniques (résultat d'essais cliniques) - Services associés (maintenance et formation)	40 %
Stratégie et planning de déploiement et garantie de continuité de la surveillance	10%
RSE : - Eco-conception et gestion de la fin de vie - Impact carbone	10 %

5.4 ETAPE 3 – EVALUATION ET SELECTION DES OFFRES

Suite à la clôture de l'étape 2, les candidats ayant participé à **toutes les phases de la procédure de négociation** seront invités à remettre leur offre finale.

Les offres finales seront évaluées et classées selon les modalités précisées lors de l'étape 2.
Les offres ainsi que les notices et fiches techniques seront présentées en langue française.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

6.1 PROFIL ACHETEUR

Conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

Toutefois, les Hospices Civils de Lyon souhaitent attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet aux soumissionnaires d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

Le dossier de consultation est téléchargeable en se connectant à :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la consultation, les candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip, .rar ;
- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur) ;
- PDF.

Il est fortement recommandé aux candidats de s'inscrire et de s'identifier préalablement sur la plateforme, avant de télécharger le dossier de consultation, pour être informés des compléments qui lui seraient apportés. Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront être alertés.

6.2 CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

Les opérateurs économiques remettront leur candidature et leur offre exclusivement sur le profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limite de réception des offres.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. Seules les dates et heures reprises par cet accusé de réception et générées par le dispositif d'horodatage de la plateforme d'acheteur font foi pour le traitement de la procédure.

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple, par courrier électronique) ne sera acceptée.

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le prestataire devra se conformer aux dispositions indiquées dans la note de procédure figurant en fin de ce document.

6.3 REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde **de sa réponse par voie dématérialisée**. (Arrêté du 27 juillet 2018).

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ».

Cette copie sera transmise sous pli scellé et comportera obligatoirement les N° et objet de la consultation et la mention lisible « Copie de sauvegarde » à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">Direction des Achats <i>Rez de chaussée</i> <i>45 Rue Villon</i> 69008 LYON - Adresse postale : CS 48283 69373 LYON CEDEX 08</p> <p style="text-align: center;">Du lundi au vendredi (sauf les jours fériés et le lundi de Pentecôte) de : 8 heures 30 à 12 heures 30</p>
--

Le candidat doit faire parvenir cette copie de sauvegarde dans les délais impartis, à savoir, la date limite de réception des offres.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée.

ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur le profil acheteur soit la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six (6) jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande dix (10) jours maximums avant la date limite fixée pour la réception des offres (hors cas d'application de l'article 3 du présent Règlement : modification de détail apportée par le pouvoir adjudicateur). **Les demandes adressées par tout autre moyen (en particulier via des adresses mails nominatives ou par télécopies) ne seront pas prises en compte.**